

## FORUM IMMOBILIER

Jeudi 28 mai 2026, 17h - 20h  
Campus Biotech, Genève

Comment loger plus de 9 millions  
de personnes en Suisse ?

5<sup>e</sup> édition

S'inscrire

LE TEMPS  
ORGANISATEUR

swisscaution  
PARTENAIRE PRINCIPAL

immobilier.ch  
PARTENAIRE MÉDIA

ACCUEIL > OPINIONS

Réservé aux abonnés

## Une politique de sécurité digne de ce nom doit prendre la prévention tout autant au sérieux que la défense

OPINION. La sécurité sans la paix n'est pas la sécurité, et une politique de sécurité sensible au genre n'est pas seulement plus juste, elle est plus efficace, écrit Deborah Schibler, directrice de l'organisation PeaceWomen Across the Globe



Service de garde à l'école des officiers de la logistique 40, le 4 novembre 2025 à Oberdiessbach, Berne. — © Nora Teylouni/Le Temps



**Deborah Schibler**

directrice de PeaceWomen Across the Globe

Publié le 09 avril 2026 à 18:12. / Modifié le 10 avril 2026 à 13:23.

🕒 5 min.





La nouvelle stratégie de politique de sécurité de la Suisse tente de s'imposer avec fracas - tout en ignorant la moitié du monde.

J'ai travaillé dans des zones de guerre et ai dû traverser des check-points, parler avec des groupes armés, subir le bruit effrayant de sirènes, d'échanges de tirs et d'explosions. Et pourtant, mes moments de plus grande insécurité ont eu peu à faire avec la guerre, mais bien plus avec le potentiel de violence omniprésent de notre système façonné par le patriarcat. En tant que femme seule dans la rue, tard le soir, dans un passage souterrain inconnu - là, la peur est physique, le besoin de sécurité est réel.

Et vous, vous sentez-vous en sécurité? Que signifie la sécurité pour vous? Vous sentir protégé-e par une armée forte, pouvoir rentrer seul-e le soir chez vous, savoir vos enfants en sécurité, ne pas risquer de perdre votre emploi, ou ne pas trembler à l'Office des migrations? Les réponses varient selon qui vous êtes, où vous vivez - et votre genre.

## La sécurité, une question de vécu au quotidien

Pour beaucoup, surtout les femmes, la sécurité est moins une question de défense nationale que de vie quotidienne. L'ignorer - ou refuser le savoir -, c'est élaborer des stratégies déconnectées de la réalité vécue par la moitié de la population. C'est le cas de la nouvelle mouture de la stratégie de politique de sécurité de la Confédération, dont la période de consultation vient de s'achever.

Renforcer la résilience, améliorer la protection et la défense, augmenter la capacité de défense: tels sont les trois axes stratégiques par lesquels le Secrétariat d'Etat à la politique de sécurité (Sepos) entend mener la Suisse vers un avenir plus incertain. Un document en ligne avec une époque marquée par la course aux armements et la méfiance. Certes, personne ne conteste que les temps sont graves - attaque de la Russie contre l'Ukraine, Moyen-Orient à feu et à sang. Personne ne le conteste. Mais une stratégie qui répond à ces temps exceptionnels seulement par davantage de «muscles» n'a pas compris le problème et risque de le renforcer.

## La Suisse, qui se voit comme bâtisseuse de ponts, construit des bunkers

Car la vraie question n'est pas: comment se défendre face à la guerre? Mais plutôt: comment pouvons-nous empêcher la guerre? Prévention, dialogue, alerte précoce, promotion de la paix - ces instruments ne sont mentionnés dans cette stratégie que de manière accessoire, voire pas du tout. La Suisse, qui se conçoit internationalement comme une bâtisseuse de ponts et une médiatrice, ne construit aucun pont dans son propre document stratégique. Elle construit des bunkers. Cet argument à lui tout seul est déjà une raison suffisante de critiquer ce document.

Autre manque criant: les femmes. Non seulement comme auteures du document, comme expertes, mais aussi comme destinataires. La stratégie parle de «population», de «société», d'«acteurs». Et en toute honnêteté, ce sont majoritairement des hommes qui sont visés. Des hommes en uniforme. Des hommes à la table de négociations. Des hommes qui décident de ce que signifie la sécurité.

Récemment encore, la Suisse s'est engagée de manière claire et sans équivoque en faveur de l'agenda «Femmes, paix et sécurité», une priorité de son mandat au Conseil de sécurité de l'ONU. Or la pierre angulaire de cet agenda, la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, que la Suisse met en œuvre depuis 2007 par le biais de plans d'action nationaux, exige que les femmes soient incluses sur un pied d'égalité à tous les niveaux de la prévention des conflits, de la promotion de la paix et de la politique de sécurité.

## Inclure des femmes, une question d'efficacité

La recherche le montre depuis des décennies: les accords de paix sont plus durables lorsque les femmes y participent. Les systèmes d'alerte précoce sont plus précis lorsqu'ils prennent en compte les dynamiques de genre. La résilience

sociétale - un terme que la stratégie met pourtant en avant - ne naît pas des stocks d'armes, mais de la cohésion sociale, de la confiance de la population et d'institutions inclusives. En bref: une politique de sécurité sensible au genre n'est pas seulement plus juste, elle est plus efficace.

Quiconque prend donc la sécurité au sérieux doit prendre les femmes au sérieux. Quiconque prend la prévention au sérieux doit prendre le dialogue au sérieux. Les deux font défaut dans cette stratégie, qui conçoit la sécurité avant tout sous un angle militaire. Et ce, bien que les menaces actuelles - guerre hybride, campagnes de désinformation, instabilité climatique comme moteur de conflit, polarisation sociétale - exigent d'autres approches. Une stratégie de politique de sécurité digne de ce nom doit prendre la prévention tout autant au sérieux que la défense, et concevoir la société civile non pas seulement comme un objet de la stratégie, mais comme coconceptrice.

## Mais où est la société civile?

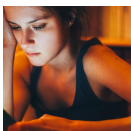
C'est précisément là le troisième manque structurel de ce document: la société civile n'a pas été véritablement incluse dans le processus. Des organisations telles que PeaceWomen Across the Globe ou Frieda, qui ont développé depuis des années une expertise civile sur la paix et la sécurité, n'ont pas participé aux discussions. Ce n'est pas un hasard. C'est le symptôme d'une culture de la sécurité qui mesure l'expertise au grade militaire et n'intègre le savoir de la société civile qu'une fois les orientations déjà prises.

Je souhaite que la Suisse ne craigne pas de mener un débat sur le concept de «sécurité» et qu'elle ne s'engage pas simplement, par manque d'imagination, sur des voies tracées d'avance par le lobby de l'armement. La stratégie et la logique du tout militaire qui la sous-tend doivent pouvoir être remises en question et, au minimum, être complétées par la prévention, le dialogue et la promotion de la paix en tant qu'axes de même valeur, ainsi que par l'intégration de perspectives sensibles au genre.

Vous souvenez-vous de ma question du début? Sur ce que la sécurité signifie pour vous? Une politique de sécurité digne de ce nom devrait commencer par cette question précise - et la poser à toutes les personnes vivant dans ce pays. Pas seulement aux porteurs d'uniforme. Mais à la femme qui attend le bus le soir. Au jeune qui ignore si sa famille pourra rester en Suisse. A la personne âgée qui a plus peur de la solitude que d'une invasion armée.

Une stratégie qui occulte ces réalités oublie les personnes pour lesquelles elle a été écrite. La politique de sécurité a besoin d'être façonnée par d'autres questions - et de prendre en compte plus de voix.

## NOS LECTEURS ONT LU ENSUITE



### «Le ghosting est une façon cruelle de disparaître de la vie de quelqu'un»

Publié le 10 avril 2026  
4 min. de lecture



### Débuts en fanfare pour la nouvelle directrice de la CSS, après une année de tous les records

Publié le 7 avril 2026  
6 min. de lecture



### Huai Jinpeng, un ministre accueilli les bras ouverts et avec quelques interrogations sur l'espionnage chinois

Publié le 12 avril 2026  
7 min. de lecture